

CCAP
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(DCE. 04 – DOSSIER D'APPEL D'OFFRE)

Le Touvet, avril 2024

RÉHABILITATION DU BÂTIMENT DIT « ANCIEN HOSPICE »
EN LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX
SAINT ALBIN DE VAULSERRE

MAITRE D'OUVRAGE
SOLIHA BLI Auvergne Rhône Alpes
87, avenue du Maréchal de Saxe
69003 LYON

SOLIHA BÂTISSEUR
DE LOGEMENT
D'INSERTION
SOLIDAIRES POUR L'HABITAT
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Le CCAP est un document contractuel rédigé par l'acheteur dans le cadre notamment d'un marché public, dont il fait partie des pièces constitutives. Il peut compléter, préciser la norme NFP 03 001 dans un marché privé. Intégré au dossier de consultation des entreprises, il précise les dispositions administratives propres au marché (conditions d'exécution des prestations, de règlement, de vérification des prestations, de présentation des sous-traitants, etc.

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHÉ.	3
	DISPOSITIONS GÉNÉRALES :	3
	1.1 - OBJET ET CONSISTANCE DU MARCHÉ :	3
	1.2 - PROCÉDURE DE CONSULTATION :	3
	1.3 - SIGNATURE ET APPROBATION DES MARCHÉS :	3
	1.4 - DÉCISIONS DE POURSUIVRE :	4
	1.5 - DÉLAI DE NOTIFICATION :	4
	1.6 - COMMUNICATION DU DOSSIER :	4
	1.7 - ÉTABLISSEMENT ET FORME DES PROPOSITIONS : RC	4
2	PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ ET REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION :	5
	2.1 - PIÈCES CONTRACTUELLES ET ORDRE DE PRÉSENCE :	5
	2.2 - DOCUMENTS D'ORDRE GÉNÉRALE :	5
	2.3 - DOCUMENTS D'ORDRE PARTICULIER :	5
	2.4 - REPRÉSENTANTS	6
3	NATURE ET COMPOSITION DES PRIX :- PENALITES POUR RETARD DE PAIEMENT	6
	3.1 - RÉPARTITION DES PAIEMENTS :	6
	3.2 - CONTENU DES PRIX :	6
	3.3 - VARIATION DES PRIX :	7
4	DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES :	7
	4.1 - DÉLAIS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	7
	4.2 - PROLONGATION DU DÉLAI :	7
	4.3 - PÉNALITÉS POUR RETARD DANS L'EXÉCUTION :	7
5	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ :	8
	5.1 - CAUTIONNEMENT :	8
	5.2 - APPROVISIONNEMENT - AVANCES :	8
6	PROVENANCE QUALITÉ CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS :	8
7	IMPLANTATION DES OUVRAGES :	8
8	PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX :	8
	8.1 - PÉRIODE DE PRÉPARATION :	8
	8.2 - PLAN D'EXÉCUTION, NOTE DE CALCULS, ÉTUDES, DÉLAIS :	9
	8.3 - MESURE D'ORDRE SOCIALE :	9
	8.4 - ORGANISATION, COMPTE PRORATA, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DES CHANTIERS :	9
9	CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX :	10
	9.1 - ESSAI ET CONTRÔLE DES OUVRAGES EN COURS :	10
	9.2 - RÉCEPTION DES TRAVAUX :	10
	9.3 - MISE À DISPOSITION DE CERTAINS ÉLÉMENTS D'OUVRAGES :	11
	9.4 - DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION :	11
	9.5 - DÉLAIS DE GARANTIE TECHNIQUE ET D'ENTRETIEN :	11
	9.6 - GARANTIES PARTICULIÈRES :	11
	9.7 - ASSURANCES :	12
10	CLAUSES ET CONDITIONS GÉNÉRALES :	12
11	ACCEPTATION	13
	L'ENTREPRENEUR :	13
	LE MAÎTRE D'OUVRAGE :	13

CCAP. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

1 _____ OBJET DU MARCHÉ.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES :

1.1 - OBJET ET CONSISTANCE DU MARCHÉ :

Le présent document a pour objet de définir les conditions d'exécution des travaux de :

**RÉHABILITATION DU BÂTIMENT DIT « ANCIEN HOSPICE » EN LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX - SAINT
ALBIN DE VAULSERRE**

L'ensemble sera aménagé selon le projet de **ABC ARCHITECTURE**

et répartie au nombre des lots suivants :

- LOT N° 01 - DEMOLITION/MAÇONNERIE
- LOT N° 02 - CHARPENTE/COUVERTURE/ZINGUERIE
- LOT N° 03 - MENUISERIES EXTERIEURES BOIS
- LOT N° 04 - MENUISERIES INTERIEURES
- LOT N° 05 - CLOISONS/DOUBLAGE/PLAFONDS
- LOT N° 06 - REVETEMENT SOL SOUPLES COLLES
- LOT N° 07 - CARRELAGE/FAÏENCES
- LOT N° 08 - PEINTURES INTERIEURES
- LOT N° 09 - FAÇADES/PEINTURES EXTERIEURES
- LOT N° 10 - ELECTRICITE/COURANTS FORTS ET FAIBLES
- LOT N° 11 - CHAUFFAGE/VENTILATION/PLOMBERIE

1.2 - PROCÉDURE DE CONSULTATION :

Procédure adaptée en vertu de l'article 27 ET 59 du Code des Marchés Publics – Décret N°
2008-1356 du 19 Décembre 2008

1.3 - SIGNATURE ET APPROBATION DES MARCHÉS :

Les marchés seront signés par Madame Delphine AGIER Présidente du Directoire SOLIHA



1.4 - DÉCISIONS DE POURSUIVRE :

Le Maître d’Ouvrage prendra toutes décisions concernant la préparation, la passation, l’exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services qui peuvent être réglementairement passés de gré à gré en raison de leur montant lorsque les crédits sont prévus au budget.

1.5 - DÉLAI DE NOTIFICATION :

Le délai de notification du marché sera conforme aux conditions de l’article 5 du C.C.A.G.

Il sera de 16 jours à compter du jour de l’ouverture des plis.

1.6 - COMMUNICATION DU DOSSIER :

Les candidats pourront prendre connaissance du dossier du projet :

Au siège de :

ABC ARCHITECTURE

ABC ARCHITECTURE - Christian BENONE

Espace Florentine – Rue des corvées

38660 LE TOUVET

Tél : 04 76 98 90 38 - 07 85 80 56 99

E-Mail : secretariat@abc-archi.fr

Les candidats pourront retirer les dossiers à :

Les dossiers sont dématérialisés et peuvent être retirés sur le site : <https://www.marches-securises.fr>

1.7 - ÉTABLISSEMENT ET FORME DES PROPOSITIONS : RC

Voir avis de consultation et de publicité concernant tous renseignements relatifs à la présente consultation (Document joint au dossier de consultation).

Rappel : L’acte d’engagement sera strictement conforme au modèle joint en annexe du présent document. Il sera accompagné du détail quantitatif et estimatif, seul l’original annexé au dossier d’appel d’offre sera admis à l’ouverture des plis.

2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ ET REPRÉSENTANTS DE L'ADMINISTRATION :

2.1 - PIÈCES CONTRACTUELLES ET ORDRE DE PRÉSÉANCE :

00 - LISTE DES LOTS

01 - ACTE D'ENGAGEMENT

02 - PLANNING

03 – CCAP. (Cahier des clauses Administratives Particulières)

04 – CCTP. (Cahier des clauses Techniques Particulières)

05 – DPGF. (Décomposition du prix global et forfaitaire)

06 - REGLEMENT CONSULTATION

07 - PLANS DE PROJET

- Dossier de plan EDL (Etat Des Lieux)
- Dossier de plan Architecte

08 - AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

2.2 - DOCUMENTS D'ORDRE GÉNÉRALE :

00 - LISTE DES LOTS

01 - ACTE D'ENGAGEMENT

02 - PLANNING

03 – CCAP. (Cahier des clauses Administratives Particulières)

06 - REGLEMENT CONSULTATION

07 - PLANS DE PROJET

- Dossier de plan EDL (Etat Des Lieux)
- Dossier de plan Architecte

08 - AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

2.3 - DOCUMENTS D'ORDRE PARTICULIER :

04 – CCTP. (Cahier des clauses Techniques Particulières)

05 – DPGF. (Décomposition du prix global et forfaitaire)

Le Maître d'œuvre est ABC ARCHITECTURE, par son représentant chargé de la conduite des travaux, de la réception des ouvrages, qui aura qualité pour donner toutes directives aux entrepreneurs et prendre attachement des travaux.

3 - NATURE ET COMPOSITION DES PRIX :- PÉNALITÉS POUR RETARD DE PAIEMENT

3.1 - RÉPARTITION DES PAIEMENTS :

Des acomptes pourront être payés en cours de travaux sur présentation de situations.

3.2 - CONTENU DES PRIX :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de l'appel d'offre.

BASE DE RÈGLEMENT DES COMPTES :

L'entrepreneur fournira à ABC ARCHITECTURE, entre le 1er et le 8e jour de chaque mois, une situation en 4 exemplaires faisant apparaître le montant des :

- travaux prévus selon marché,
- travaux supplémentaires ayant fait l'objet d'un avenant,
- travaux imprévus.

Ces situations seront établies sur les bases du descriptif quantitatif.

Les travaux suivants seront comptés au réel, après relevé d'attachement contradictoire entre le Maître d'œuvre et l'entrepreneur.

Néant.

Travaux non prévus ou supplémentaires : s'il était jugé nécessaire en cours d'exécution des travaux de réalisation des ouvrages ne figurant pas au bordereau, ceux-ci pourraient faire l'objet de prix nouveaux, débattus entre les parties ou réglés sur la base du bordereau C.A.P.E.B. dans son édition en cours. Ceux-ci seront réalisés qu'après accord du maître d'ouvrage.

Travaux en régie : aucun travail en régie ne sera pris en compte s'il n'a pas fait l'objet d'un ordre écrit à l'entreprise par ordre de service.

Augmentation et diminution dans la masse des travaux : par dérogation aux articles 15 & 16 du C.C.A.G., l'entrepreneur ne pourra élever aucune réclamation si la variation dans la masse des travaux n'excède pas 20 % du montant du marché.

3.3 - VARIATION DES PRIX :

VALEUR DE RÉFÉRENCES :

Juillet 2023

FORMULE DE RÉVISION :

Néant

Les prix seront fermes et non révisables, étant donné le délai d'exécution de 3 mois.

4 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES :

4.1 - DÉLAIS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Début des travaux → Septembre 2024

Fin des travaux → Septembre 2025

4.2 - PROLONGATION DU DÉLAI :

Il n'est pas prévu de dépassement de délai.

4.3 - PÉNALITÉS POUR RETARD DANS L'EXÉCUTION :

En référence de l'article 20 du C.C.A.G., 1/3000 par jour du montant de l'ensemble du marché ou de la tranche considérée. Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés ne sont pas déduits.

Ces pénalisations pourront être appliquées sans mise en demeure, sur simple confrontation de la date d'expiration du délai contractuel stipulé sur le planning.

5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ :

5.1 - CAUTIONNEMENT :

Il sera appliqué une retenue de garantie de 5 % pendant 1 an à compter de la réception des travaux.

Toutefois, cette retenue de garantie pourra être remplacée par une caution bancaire personnelle et solidaire.

5.2 - APPROVISIONNEMENT - AVANCES :

Sans objet.

6 - PROVENANCE QUALITÉ CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS :

Cf. E1 du RC (règlement de consultation)

7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES :

En présence du Maître d'Ouvrage ou de son représentant et du Maître d'Œuvre ou de son représentant.

8 - PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX :

8.1 - PÉRIODE DE PRÉPARATION :

Elle est de 1 semaine à compter de la date de notification, mentionnée sur le planning établi en accord avec le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage.

Coordination :

Le Maître d'œuvre est chargé de la coordination et sera responsable des mesures à prendre.

8.2 - PLAN D'EXÉCUTION, NOTE DE CALCULS, ÉTUDES, DÉLAIS :

L'entrepreneur a obligation de vérifier tous les documents d'exécution remis par le Maître d'œuvre, que ces documents ne contiennent pas d'erreur et omission ou contradiction et de signaler toute anomalie immédiatement et par écrit. (art. 29.2 du C.C.A.G.).

8.3 - MESURE D'ORDRE SOCIALE :

Application de la réglementation du TRAVAIL SELON LES ARTICLES 9 et 36 du C.C.A.G.

8.4 - ORGANISATION, COMPTE PRORATA, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DES CHANTIERS :

Electricité & eau : L'entrepreneur de maçonnerie effectuera les branchements de chantier à partir des réseaux existants à proximité.

Le compte prorata des dégâts éventuels ou des dépenses engagées pour l'opération (tel que panneau de chantier) sera réglé au prorata des marchés.

Organisation - sécurité et hygiène des chantiers :

La présente opération est soumise à la réglementation concernant l'organisation de la prévention sur le chantier du B.T.P suivant les :

- Loi 93-1418 du 31 décembre 1993
- Décret 94-1159 du 26 décembre 1994
- Décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995.

9.1 - ESSAI ET CONTRÔLE DES OUVRAGES EN COURS :

(Art 38 & 39 du C.C.A.G.).

L'exécution est soumise aux conditions de toutes les pièces portées au dossier et aux applications de R.R.E.F. des prescriptions techniques du C.S.T.B. et de tous les D.T.U.

Les entrepreneurs s'assureront de toutes les autorisations nécessaires auprès des administrations l'équipement, PTT, EDF, etc...). Ils assureront toutes mesures de sécurité, tant à l'égard des tiers que des collectivités publiques. En fin de travaux, ils fourniront les documents de repérage des installations enterrées, au plus tard à la réception des travaux.

NATURE, PROVENANCE ET QUALITÉ DES PRODUITS OU MATÉRIAUX :

Tous les matériaux nécessaires à l'exécution des travaux seront fournis par l'entrepreneur. Ils seront de 1ère qualité et devront obligatoirement faire l'objet d'un agrément du C.S.T.B.

RÉUNION DE CHANTIER :

L'organisation des réunions de chantier est fixée par le maître d'œuvre. Le compte-rendu d'une réunion de chantier vaut convocation des entreprises dont la présence est requise à la réunion de chantier suivante.

Il ne peut se faire remplacer, en accord avec le Directeur des Travaux que par un représentant qualifié et disposant des pouvoirs et connaissances pour prendre, à défaut de l'entrepreneur, toutes dispositions utiles et donner à son personnel toutes les instructions nécessaires.

En cas d'absence à une réunion de chantier où sa présence est requise, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux, une pénalité fixée à 100,00 €.

En cas d'absence de réaction au 3^{ème} rappel le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux, une pénalité fixée à 100,00 €.

9.2 - RÉCEPTION DES TRAVAUX :

La réception se fera en une seule fois, selon la procédure réglementaire.

9.3 - MISE À DISPOSITION DE CERTAINS ÉLÉMENTS D'OUVRAGES :

Sans objet.

9.4 - DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION :

DOCUMENTS À FOURNIR APRÈS EXÉCUTION

Pour l'application de l'article 40 du CCAG Travaux, une retenue est opérée sur le dernier acompte du à l'entrepreneur si les documents à fournir après exécution (DOE complet et documents nécessaires au DIUO) ne sont pas remis en totalité par le titulaire au maître d'œuvre dans le délai imparti de 1 mois après réception des travaux. Cette retenue est fixée à : 1,5 % du montant du marché y compris avenants.

La retenue est remboursée lorsque les documents manquants sont fournis. Toutefois, si les documents manquants ne sont remis pas au plus tard à la date prévue pour la levée des suretés et fixée à l'article 4.2 ci-dessus, cette retenue n'est pas remboursée et devient une pénalité définitive.

9.5 - DÉLAIS DE GARANTIE TECHNIQUE ET D'ENTRETIEN :

Ce délai est d'un an après la réception. L'entrepreneur est tenu à l'obligation dite de « parfait achèvement » au titre de laquelle il doit :

a) exécuter les travaux et prestations prévues lors du procès-verbal (art 5 & 6 du n° 41).

b) remédier à tous les désordres (réparations diverses ou remplacement des pièces défectueuses).

9.6 - GARANTIES PARTICULIÈRES :

Sans objet.

EMPÊCHEMENT OU DÉFAILLANCE DES ENTREPRISES :

Dans le cas où pour une raison grave, elles se trouveraient dans l'impossibilité, soit de commencer, soit de continuer les travaux, un constat sera dressé par un acte extrajudiciaire (huissier de justice), assisté de représentants des Maîtres d'œuvre et d'Ouvrage.

Ce constat, s'il y a lieu, définira et déterminera le volume et le montant des travaux exécutés en égard au bordereau de prix.

Il proposera, à Monsieur Le Maire de la commune de BETTON-BETTONET le montant éventuel des dommages subis par elle.

Monsieur le Maire de la commune de BETTON-BETTONET décidera de la procédure à suivre pour la continuation des travaux.

9.7 - ASSURANCES :

L'entrepreneur doit contracter des assurances garantissant sa responsabilité civile et professionnelle à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution. La garantie doit être suffisante : elle doit être illimitée pour les dommages corporels.

10 - CLAUSES ET CONDITIONS GÉNÉRALES :

Pour tout ce qui n'est pas nettement stipulé à l'un quelconque des articles qui précèdent, l'entrepreneur sera soumis :

- a) Au cahier des clauses administratives générales applicables aux Marchés de travaux publics : Article 13 CMP décret 76/87 du 21 Janvier 1976 et modifié par celui du 5 Juillet 1976.
- b) Aux dispositions du Code des Marchés Publics, avec modification du décret n°78 - 494 du 31 Mars 1978.

11 - ACCEPTATION

L'ENTREPRENEUR :

Monsieur. le responsable de l'entreprise _____

Fait en un seul original,
Mention manuscrite «Lu et approuvé»

A _____, le _____ Signature de l'entrepreneur,

LE MAÎTRE D'OUVRAGE :

Mme Delphine AGIER, Présidente du directoire SOLIHA BLI Auvergne Rhône Alpes

Fait en un seul original,
Mention manuscrite « Lu et approuvé »

A _____, le _____ Signature du maître d'ouvrage

La Direction de Travaux,
ABC ARCHITECTURE
Christian BENONE